

Roadmap pour une
prospérité durable

En Route!



“The best way
to predict the future,
is to create it.”

Abraham Lincoln

De tout temps, le changement a constitué une constante. Mais cette réalité ne doit pas priver la période difficile que nous traversons de son caractère unique. Le rythme, la simultanéité et le caractère brutal avec lesquels (certains de) ces changements se produisent actuellement rendent la situation extrêmement difficile pour les citoyens, les entreprises et les gouvernements et tout à fait unique pour la génération actuelle d'administrateurs et de chefs d'entreprise. Notre conviction en tant que fédération sectorielle, inspirée par les initiatives et les solutions de nos membres, est que nous devons appréhender cette situation avec l'énergie l'action et l'ambition nécessaires car c'est la seule façon d'en tirer profit, en tant que pays et même en tant que continent.

Nous le faisons avec enthousiasme et parce que nous croyons au progrès. Nous sommes en effet convaincus que nous pouvons relever ce défi, sans céder à une sorte de défaitisme selon lequel l'avenir ne pourrait – ou ne devrait, comme certains le pensent – être que moins bon. À bien des égards, cette époque critique est la meilleure de l'histoire et l'Europe est l'un des meilleurs endroits pour la vivre.

Cependant, nous ne devons pas penser que cela va aller de soi, comme nous l'ont clairement appris ces dernières années. L'ambition doit être un projet d'avenir partagé, pour notre pays et pour l'Europe, dans lequel un maximum d'individus, d'organisations, d'entreprises et de gouvernements s'engagent, en se projetant suffisamment dans le futur. Car les défis de notre société ne s'arrêtent pas à la fin d'une législature.

“Le modèle européen est en danger si nous oblitérons le principe de la responsabilité personnelle.”

Jacques Delors

Ce qui est clair, c'est qu'un modèle qui s'appuie exclusivement sur une intervention croissante de l'État – étatisation – pour façonner l'avenir, pour orienter ce changement, est tout sauf optimal. Jacques Delors, un des pères fondateurs du marché unique européen, en avait déjà parfaitement conscience. Des dépenses publiques inconsidérées et excessives ne peuvent constituer la solution. Il en va de même pour la surréglementation et le gold plating. Cela ne veut pas dire que les pouvoirs publics n'ont aucun rôle à jouer ; au contraire, c'est avant tout eux qui peuvent créer le cadre approprié et fournir les incitations adéquates pour que nos entreprises puissent prospérer.

Il faut créer les conditions nécessaires à l'esprit d'entreprise, au fonctionnement du marché et à la concurrence, à l'innovation, à la recherche, au développement personnel et aux entrepreneurs qui ont l'ambition de mettre ces conditions à profit. L'Europe est par excellence le continent où cet esprit d'entreprise est façonné par les PME. Sur l'ensemble des entreprises de l'UE, 99 % sont des micro, petites ou moyennes entreprises qui emploient quelque 100 millions de personnes. Il en va de même en Belgique et même au sein d'Agoria, 70 % des membres sont des PME. Il convient donc de les choyer.

“The measure of intelligence is the ability to change.”

Albert Einstein

Dans ce mémorandum, nous présentons ce qu'Agoria pense qu'il faut faire : comment relever et contribuer à façonner les défis d'aujourd'hui et de demain et quel rôle les pouvoirs publics doivent jouer à cet égard afin d'utiliser au mieux les recettes qu'ils perçoivent et d'exploiter au mieux leurs compétences législatives et exécutives.

Ce futur (proche) peut, selon nous, s'articuler autour de trois évolutions sociétales majeures : la géopolitique et la politique industrielle, la transition verte et la digitalisation. Ces évolutions constituent le fil conducteur de nos recommandations, que nous avons regroupées en 12 chapitres tels que l'éducation et la formation, le marché du travail et l'énergie et le climat. Nous établissons également un lien explicite avec notre stratégie en matière de durabilité « Technology for a Better World » et d'autres projets propres, comme Be The Change. Des projets qui ont également un horizon dépassant la prochaine législature.

Notre capacité, en tant que société, économie, entreprise et individu, à œuvrer ensemble au changement et à développer des compétences jouera un rôle déterminant pour notre prospérité future. Même Einstein en avait déjà conscience.

Bonne lecture !



Bart Steukers
CEO d'Agoria



Lode Peeters,
Président Agoria

Selon nous, les défis sociétaux pour la Belgique et l'Europe s'articulent autour de trois axes : la géopolitique et la politique industrielle, la transition verte et la transition numérique.

1. Géopolitique et politique industrielle

Le contexte international dans lequel s'inscrit la circulation des biens, des services, des personnes, des capitaux et des données a soulevé un certain nombre de questions récemment, en raison de la crise Covid-19, de la guerre en Ukraine, de la politique américaine et de la position de la Chine sur la scène mondiale. D'autres développements, tels que le potentiel émergent de l'Afrique, avec une population estimée à 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, et la croissance en Asie, avec des pays comme l'Inde ayant enregistré une croissance moyenne du PIB de 6 % au cours des 20 dernières années, ne feront que renforcer cette tendance à l'avenir.

Les chaînes d'approvisionnement sont sous pression ou repensées, des restrictions à l'importation et à l'exportation ont verrouillé, que ce soit partiellement et/ou temporairement ou non, des marchés qui semblaient auparavant acquis. Des idées de relocalisation et des signes de résurgence du protectionnisme ont fait leur apparition, comme en témoigne l'Inflation Reduction Act des USA.

Si l'Union européenne, avec ses 450 millions d'habitants et 18 % du PIB mondial, veut maintenir son niveau de prospérité, et ce dans un contexte de vieillissement (rapide) de la population, elle devra faire les bons choix dans le cadre du Plan industriel du Pacte vert, et en tant qu'acteur sur la scène internationale. Il en va de même pour la Belgique.

Trois perspectives sont importantes à cet égard. Premièrement, il s'agit des marchés et du potentiel de croissance. Selon la Commission européenne, au cours de cette décennie, 85 % de la valeur ajoutée mondiale sera créée en dehors de l'Union européenne. Dans une autre étude (2017), PwC¹ a conclu que les 10 pays ayant les

taux de croissance annuels moyens les plus élevés en termes de PIB d'ici 2050 se trouveront tous en Asie ou en Afrique. Ce n'est pas illogique si l'on considère que ces continents représentent ensemble environ 80 % de la population mondiale, avec un pourcentage relativement élevé de la population qui veut et peut encore voir son niveau de vie s'élever. En ce sens, il faudra continuer à s'engager en faveur du commerce international, en concluant de nouveaux accords commerciaux et en ratifiant ceux qui ont déjà été conclus. C'est essentiel pour un pays comme la Belgique, dont l'économie est très ouverte. Deuxièmement, une vision ouverte du monde est également indispensable pour acquérir les matières premières du futur. La transition verte stimule la demande de minéraux tels que le lithium, le cobalt, le nickel et le cuivre. Quelques chiffres : selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 70 % du cobalt provient du Congo et 60 % des terres rares et du graphite de Chine. Quant au nickel, la moitié provient de trois pays : Indonésie, Philippines et Russie. Si nous voulons passer rapidement à une économie plus durable avec une industrie manufacturière européenne, le commerce avec ces pays sera nécessaire. Tout comme nous devons oser structurellement nous engager davantage encore dans la circularité maximale des matières premières critiques.

Enfin, les développements dans le domaine numérique, qu'il s'agisse du trafic et du stockage des données, des règles de protection de la vie privée, de la cybersécurité, etc., comportent une importante composante internationale et géopolitique. Là encore, nous pouvons objectivement dire que l'Europe n'est pas la force motrice. Big tech, GAFA et autres termes à la mode renvoient de manière presque pavlovienne à des entreprises américaines. Et ce n'est pas tout, car la tech chinoise possède désormais aussi son acronyme avec BATX² et se mondialise de plus en plus. Et lorsqu'on

¹ pwc-the-world-in-2050-full-report-feb-2017.pdf : Vietnam, Inde, Bangladesh, Pakistan, Philippines, Nigeria, Égypte, Afrique du Sud, Indonésie et Malaisie

² BATX : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi

parle de cybersécurité, une connotation négative vient rapidement à l'esprit, liée aux conséquences potentielles des cyberattaques ou à la présence de composants chinois au cœur de nos réseaux fixes et mobiles.

Or il ne doit pas forcément en être ainsi. Il y a beaucoup de valeur économique à exploiter dans ce domaine, comme l'a clairement montré Agoria récemment. Il en va de même pour le potentiel de l'économie des données. L'Europe tente d'orienter le navire dans la bonne direction, en prenant des initiatives telles que le Chips Act et Gaia-X, mais il faut aller plus loin. L'Europe est encore trop souvent la championne de la réglementation, celle-ci étant déversée sur le tissu industriel en grande quantité et à grande vitesse sans que l'impact en soit toujours évalué. Nous préconisons donc l'utilisation d'un contrôle de la compétitivité³ et de bacs à sable réglementaires avant la mise en œuvre d'une nouvelle législation.

Outre une politique purement industrielle qui traite de l'implication des pouvoirs publics, de leur intervention dans l'orientation, l'encouragement des activités économiques au moyen, par exemple, d'incitants fiscaux, d'aides à l'investissement ou de subsides, nous avons également besoin d'une politique économique forte qui prête attention à la compétitivité et au marché du travail. En Belgique, il est urgent de travailler à un meilleur fonctionnement du marché du travail. De nombreuses statistiques et analyses⁴ montrent qu'à politique inchangée, la Belgique n'atteindra pas l'objectif d'un taux d'emploi de 80% fixé collectivement d'ici 2030. Aujourd'hui, nous atteignons un taux d'emploi d'un peu moins de 72%. Or cet objectif de 80 % est atteint relativement facilement dans d'autres pays tels que les pays scandinaves, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Le problème majeur réside dans les quelque 1,5 million d'inactifs, c'est-à-dire les personnes qui ne sont ni au travail ni à la recherche d'un emploi. Et ce, alors que des taux de vacance d'emploi record sont enregistrés depuis des mois, y compris pour des profils peu ou pas qualifiés. Pour notre seul secteur, il s'agit de 20.000 postes vacants, soit une occasion manquée en termes de valeur ajoutée, de contribution aux finances publiques et de développement personnel. Et plus largement, une perte de potentiel.

³ Whitepaper: First socio-economic study on the cyber security sector in Belgium | Agoria

⁴ U Employers welcome Commission's decision to introduce a competitiveness check in EU policy and law-making - Joint press release by the EESC Employers' Group, BusinessEurope, SMEUnited and SGI Europe | BusinessEurope

D'une part, nous devons donc tout mettre en œuvre pour éviter de plonger davantage de personnes dans l'inactivité et, d'autre part, veiller à ce que celles qui y sont actuellement soient activées. C'est pourquoi il faut accentuer la différence entre travailler, chercher du travail et ne pas travailler. Nous préconisons dès lors de soumettre l'allocation de demandeur d'emploi à des conditions qui se renforcent et d'investir davantage dans l'activation.

Nos entreprises doivent en outre être compétitives. Nous constatons que le handicap des coûts salariaux par rapport à nos 3 voisins a augmenté de 5,6% en 2022-2023, et ce malgré les dispositions de la loi de 1996. Il faut y voir la conséquence de l'indexation automatique des salaires et de son effet permanent sur nos salaires. Les marges de notre secteur ont ainsi été historiquement faibles en 2021 et 2022⁵ et nous avons également perdu des parts de marché par rapport à nos voisins et dans le contexte plus large de l'UE. Pour enrayer cette évolution négative, Agoria demande la suppression de l'indexation automatique des salaires et des négociations libres sur les salaires, comme cela se fait dans d'autres pays.

De plus, il est essentiel de confirmer le cadre (parafiscal) relatif à la recherche et au développement en se basant sur ses points forts. Cette tâche est d'une grande importance à la fois pour l'échelon fédéral et pour les 3 Régions. Le cadre actuel garantit l'établissement de centres de R&D dans notre pays ainsi que le développement d'écosystèmes, ce qui entraîne des investissements supplémentaires. La dispense partielle du versement et du précompte professionnel pour les chercheurs est clairement l'un des éléments clés des mesures de soutien à la R&D. L'efficacité de cette mesure, c'est-à-dire son impact significatif, a été confirmée à la fois par la Cour des comptes et par le Bureau du Plan. Pour chaque euro de recettes publiques en moins, en moyenne, 1,17 à 2,07 euros d'investissements privés dans la R&D sont générés. Il est primordial de maintenir ce principe au maximum. D'autres éléments sont également importants, tels que la déduction pour revenus d'innovation, la déduction pour investissement en R&D et le statut d'expatrié.

Mais les régions jouent également un rôle important, notamment en ce qui concerne la réalisation de la norme des 3 %, la diffusion et la valorisation des connaissances auprès des entreprises et l'engagement en faveur d'une recherche davantage axée sur la demande.

⁵ Rapport BNB

Enfin, nous devons également prêter une attention particulière à tout ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement en énergie et au coût de l'énergie. La sécurité de l'approvisionnement en énergie et du coût de l'énergie. Par rapport aux pays voisins, mais aussi à l'Espagne et au Portugal, la Belgique a relativement peu soutenu l'industrie pour atténuer l'impact de la guerre en Ukraine sur les coûts énergétiques pour les entreprises.

Outre le prix de l'énergie, la sécurité de l'approvisionnement est également une préoccupation constante de nos membres. Nous plaçons notamment en faveur d'un cadre juridique qui permette aux centrales nucléaires de rester ouvertes, aux nouvelles centrales d'être autorisées et aux investissements d'être réalisés dans les SMR. Et ce, dans un délai comparable à celui des autres pays qui souhaitent accélérer cette technologie.

Nous demandons également concrétiser dès que possible le potentiel de la zone Princesse Elisabeth en mer du Nord. Ceci concerne à la fois l'appel d'offres pour de nouvelles capacités offshore, la construction de l'île énergétique et le permis sur terre (Ventilus et Boucle de Hainaut). Il faut exploiter pleinement l'utilité des solutions technologiques, comme la gestion de la demande, afin de valoriser au maximum la flexibilité présente dans le système, y compris dans nos entreprises.

2. Transition verte

L'industrie, le parc immobilier et la flotte de mobilité ne sont que quelques-uns des nombreux secteurs et domaines dans lesquels nous devons passer des vecteurs d'énergie fossile à des vecteurs moins nocifs pour l'environnement. Mais le secteur numérique, avec ses centres de données, par exemple, devra également surveiller et rendre plus écologique sa consommation d'énergie. Chez Agoria, nous mettons fortement sur ce thème. En 2022, nous avons ainsi lancé notre stratégie en matière de durabilité⁶, une étude sur la contribution des technologies numériques aux défis climatiques⁷ et notre site sur la construction climatiquement neutre BuildYourClimate⁸. Nous ne nous soustrayons donc certainement pas à notre propre responsabilité.

⁶ Technology for a better world

⁷ Digital4Climate | Agoria

⁸ Bouwprofessionals | Agoria

Mais ce n'est pas tout. Une étude interne réalisée par Agoria montre que la Belgique est le pays qui désavantage le plus l'électricité au niveau de la (para)fiscalité par rapport à d'autres vecteurs énergétiques, comme le gaz naturel. Cette situation est préjudiciable à l'électrification dans le chef des citoyens et des entreprises, en particulier pour le déploiement accéléré des pompes à chaleur et des voitures électriques. Il y a là un chantier pour les niveaux fédéral et régional en vue d'inverser le rapport des charges. Un autre catalyseur nécessaire à la mobilité électrique est le déploiement d'une infrastructure de recharge (semi-)publique suffisante. Le secteur public a également un rôle d'exemple à jouer sur ce plan.

En outre, notre industrie est également confrontée à une transition verte, notamment en raison des initiatives européennes s'inscrivant dans le cadre du Plan industriel du Pacte vert de l'UE (EU GDIP), et en particulier du règlement pour une industrie zéro net (NZIA) et du règlement sur les matières premières critiques (CRMA), sans parler du mécanisme CBAM et autre réglementation CSRD.

Au niveau de l'économie circulaire, il existe de belles opportunités pour notre pays. Compte tenu de son écosystème solide dans la production et le recyclage de divers matériaux critiques, la Belgique est très bien placée pour jouer un rôle important dans cette transition stratégique. Cependant, une politique intégrée doit être mise en place, en utilisant les leviers dont nous disposons pour rester attractifs en tant que pays/région, tant pour la production existante que pour les nouveaux investissements. Dans ce contexte, il convient de garantir un soutien adéquat et attrayant aux investissements et d'éliminer les incohérences et la charge administrative du cadre législatif existant.

Enfin, il s'agit de poursuivre les efforts dans les domaines où la Belgique s'efforce déjà de prendre l'initiative, comme l'éolien offshore et la création d'un hub de l'hydrogène en Belgique.

3. Digitalisation

La technologie numérique est actuellement omniprésente dans la société et l'économie et le deviendra encore plus à l'avenir. Il s'agit non seulement d'un secteur de croissance créateur d'emplois et de valeur, mais surtout d'un vecteur d'amélioration dans tous les secteurs. Cette technologie apporte une réponse aux défis économiques, climatiques, environnementaux et sociaux. L'importance croissante de la technologie numérique se reflète dans les chiffres. Dans le secteur même, l'emploi dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) a augmenté de près d'un tiers en 10 ans (2012 à 2022).

La digitalisation de la société et de l'économie est illustrée par la proportion croissante d'experts numériques dans l'économie, tous secteurs confondus. Plus de 60 % des experts numériques travaillent en dehors du secteur des TIC (dans les secteurs financier, public et industriel, etc.), et la part des experts numériques dans l'emploi total en Belgique a augmenté de 15 % depuis 2016. Mais cela se reflète également dans le volume de données, par exemple. Selon IDC⁹, le volume total de données dans le monde est passé de 2 à 64 Zettaoctets entre 2010 et 2020 et continuera d'augmenter pour atteindre 181 Zettaoctets¹⁰ d'ici 2025, sous l'impulsion de l'IA, de l'IoT, de la blockchain, du FoF, de la mobilité intelligente, etc.

Actuellement, la Belgique perd toutefois du terrain dans le classement européen, étant passée de la 5e à la 16e place en relativement peu de temps, selon l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI) de la Commission européenne. Le pays et les régions devraient adopter une stratégie ambitieuse et coordonnée et travailler sur quatre domaines clés : l'augmentation des compétences numériques et des experts numériques, des infrastructures numériques sûres et durables (principalement les télécommunications), l'accélération numérique des entreprises et la digitalisation des services publics.

Il est capital de mettre en place une infrastructure de base numérique. Or nous avons perdu beaucoup de temps dans notre pays avec le déploiement de la 5G. De plus, il est indispensable de passer à la vitesse supérieure pour le réseau fibre optique. En ce qui concerne les compétences, des efforts doivent être faits dans quatre domaines : augmenter le nombre de formations pour experts numériques, développer les compétences numériques pour tous par le biais de partenariats public-privé, faciliter le recyclage des travailleurs et attirer davantage de travailleurs étrangers.

Dans le monde des entreprises, l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies devraient se faire plus facilement. Pensons notamment à l'intelligence artificielle, au Web3.0 et à la blockchain. En ce qui concerne l'eGov, la Belgique est à la traîne par rapport à la moyenne européenne, notamment en termes de données ouvertes et de services publics numériques pour les citoyens. D'une part, nous devons poursuivre la digitalisation des services publics et, d'autre part, nous devons coopérer autant que possible avec le secteur privé pour optimiser l'efficacité des services (en évitant la concurrence déloyale d'instances IT publiques).

⁹ Total data volume worldwide 2010-2025 | Statista

¹⁰ En termes humains, 181 zettaoctets signifient qu'avec un groupe de quatre personnes, vous pouvez écouter de la musique en continu chaque minute pendant plus d'un siècle ou plus : l'équivalent d'une pile de livres correspondant à 24.000 fois la distance entre la terre et le soleil.

10 priorités

1. Tirer pleinement parti de la dynamique actuelle et du regain d'intérêt pour la politique industrielle (européenne).

Faire un choix positif pour des projets et des écosystèmes stratégiques et tournés vers l'avenir, par exemple dans les domaines suivants : énergie éolienne offshore, batteries et véhicules électriques (automobile), hydrogène ...

2. Maintenir au maximum le système (para)fiscal en vigueur en matière de soutien à la recherche et au développement.

Poursuivre l'effort de R&D de 3 % du PIB au cours de la prochaine législature également. Maintenir la dispense de versement du précompte professionnel pour les chercheurs, la déduction pour revenus d'innovation, la déduction pour investissements en R&D et rendre le statut d'expatrié à nouveau plus intéressant. Garantir son accessibilité pour les start-ups et les PME.

3. Devenir le leader européen de l'enseignement et de la formation pour un afflux maximal dans l'industrie technologique.

Miser pleinement sur les compétences STEM. Garantir des connaissances de base STEM et des compétences numériques dans la formation de base de chaque élève et étudiant. Maximiser les partenariats avec les employeurs, les centres de formation et les fournisseurs de services numériques. Il est primordial pour toutes nos entreprises, qu'il s'agisse des grandes ou des PME, de disposer d'un nombre suffisant de talents qualifiés.

4. Créer une différence financière claire entre travailler, chercher du travail et ne pas travailler

Renforcer les conditions d'octroi des allocations pour les demandeurs d'emploi. Investir davantage dans l'activation.

5. Supprimer l'indexation automatique des salaires d'ici la fin de la législature.

D'ici là, une application stricte de la loi de 1996 sur la norme salariale est nécessaire pour éliminer le handicap des coûts salariaux. Mettre ensuite en place une négociation bisannuelle entre les partenaires sociaux.

6. Garder l'esprit ouvert à l'égard de l'étranger, tant pour le commerce que pour les talents.

De nouveaux accords commerciaux doivent être conclus et les accords existants doivent être ratifiés, à tous les niveaux. Il est important de supprimer les obstacles afin de permettre la pleine réalisation du marché unique. Il convient de se concentrer sur la migration économique et d'investir dans l'image et l'attrait de la Belgique en tant que destination professionnelle.

7. Assurer la sécurité de l'approvisionnement en énergie et réaliser le tax shift vert

Transformer la loi sur la sortie du nucléaire en un cadre juridique permettant de maintenir ouvertes les centrales nucléaires existantes et d'en autoriser de nouvelles. Concrétiser la zone Princesse Elisabeth en mer du Nord. Réduire les taxes sur l'électricité par rapport à celles sur les combustibles fossiles afin d'accélérer l'électrification des citoyens et des entreprises (par exemple, pompes à chaleur, mobilité électrique).

8. Renforcer l'écosystème circulaire déjà en place et exploiter pleinement les possibilités offertes par les nouvelles initiatives européennes dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les matières premières critiques.

9. Soutenir la souveraineté numérique.

Déployer un réseau fixe performant et un réseau 5G avec des normes de rayonnement comparables à celles fixées par l'OMS. Investir des ressources dans la sensibilisation et l'application de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle. Développer et exploiter les possibilités offertes par l'économie des données.

10. Éviter et réduire les obligations administratives inutiles, limiter le « gold plating » lors de la transposition des réglementations européennes.

Garantir un maximum de services numériques de la part des pouvoirs publics et des procédures avec des délais courts.



www.enroute2024.be